

Avenir du syndicalisme

Le syndicalisme dans notre pays ne peut rester en l'état. Nous devons expliquer notre analyse afin que cette question soit prise en compte par les syndiqués, voire au-delà.

Les arguments : les attentes des salariés, exprimées notamment après les mouvements de janvier et mars 2009 ; les difficultés liées à « l'alternative politique » ; l'aspiration à l'unité ; le besoin d'une union des forces progressistes pour construire une riposte face à une politique gouvernementale particulièrement agressive (comment dépasser des unités ponctuelles sans lendemain ?) ; la question de la représentativité et les « remous », les rapprochements ou regroupements ... qui en résultent.

Ce travail est d'autant plus important qu'il y a une campagne de désinformation sur la réalité de notre mandat, qui peut jeter le trouble dans l'esprit de nombreux collègues.

Nous devons faire la clarté sur la réalité de notre mandat.

Il s'agit au congrès de Lille d'initier une démarche, d'enclencher une dynamique, de construire un processus, sur la base d'objectifs clairement énoncés, à savoir : renforcer la syndicalisation / un syndicalisme à vocation majoritaire / un syndicalisme de lutte et de transformation sociale / construire un nouvel outil syndical en faisant participer les syndiqués aux débats et à toutes les phases de cette construction / créer du neuf à partir d'une Fsu renforcée dans tous ses secteurs pour qu'elle aborde la construction de ce processus en position de force.

Plusieurs questions importantes restent soit à travailler, soit en débat.

La question de l'ouverture.

Il y a un débat avec le Snuipp sur les objectifs : pour nous il ne s'agit pas simplement de « travailler ensemble avec d'autres » mais bien d'engager une démarche de construction d'un outil syndical nouveau.

Il y a aussi débat entre nous. Plusieurs camarades sont intervenus sur la nécessité d'une démarche la plus ouverte possible, sans préalable (« Ne pas fermer des portes » ; « Eclairer ne peut conduire à fermer la porte » ; l'Unsa, ou plutôt une partie des adhérents de l'Unsa, ont été pris pour exemple) permettant de ne pas créer de clivage (ce qui reviendrait à créer ce que l'on a essayé d'éviter jusqu'ici) entre un pôle de radicalité (c'est l'objectif d'EE) et un pôle réformiste (la création d'un pôle réformiste est la stratégie de l'Unsa), ce qui risquerait de nous couper d'une partie au moins de notre base.

D'autres camarades ont développé l'idée qu'il fallait, dans ce processus, mettre en avant la notion de syndicalisme de transformation sociale et des conditions claires, quitte à prendre le risque d'écarter certaines composantes du mouvement syndical.

Ces 2 positions sont-elles vraiment inconciliables ?

La nature de notre stratégie : avant tout, mettre en place une démarche, ouverte à tous, capable d'évoluer et qui nous permette de nous adapter à des évolutions non prévues, mais pourtant probables, dans laquelle le poids des syndiqués et des salariés sera déterminant. S'opposer aux démarches d'appareil.

Ce processus doit être lié à une démarche revendicative et d'action.

Construire du neuf à partir de ce qui existe.

Mettre en avant le besoin de construire un outil de lutte fort, efficace, pour riposter aux attaques contre le monde du travail.

Eviter toute forme d'instrumentalisation.

A la différence du congrès du Snes, le prérapport du congrès de Lille présente le risque de faire apparaître un pôle de radicalité (Cgt- Solidaires). Nous ne devons pas faire de tri a priori, ni de préalable, mais préciser notre objectif.

La question de l'autonomie. Lors de la création de la Fen, l'autonomie était considérée comme provisoire. A-t-elle fait son temps ? Faut-il dire que l'autonomie a vécu ? En même temps, elle a joué un rôle important dans la construction du Snes et de la Fsu, dans le fait que nous affichions des taux de syndicalisation bien supérieurs à ceux de la plupart des autres secteurs, dans ses spécificités. Notre profession y montre un certain attachement. Ne courrait-on pas alors le risque de nous couper d'une partie de notre base ?

Ce processus doit s'accompagner du renforcement de la Fsu.

Question non débattue dans un certain nombre de syndicats de la Fsu, qui n'ont pas de mandats, ce qui pose un problème pour le congrès de Lille. Il y a toutefois dans ces syndicats un questionnement en cours ; ils sont confrontés aux conséquences sur leur représentativité de la restructuration de l'appareil d'Etat.

Il faut que UA-Snes porte ce débat dans les congrès départementaux.

La qualité de notre argumentation sera essentielle dans les congrès et vis-à-vis des collègues (rappel de la décision d'organiser des réunions UA-Snes au moins dans chaque académie).

Une inconnue de taille : les résultats du congrès de la Cgt. La Cgt a les mêmes interrogations que nous, mais ne les pose pas de la même façon. Nette évolution de la Cgt par rapport à Solidaires.

Réaffirmer l'existence des courants de pensée (accord très large), comme un préalable. Derrière cette question, celle du fonctionnement démocratique.

Ce processus doit s'accompagner d'une réflexion plus poussée, voire d'une évolution, sur le rapport entre syndical et politique.

S'agit-il de construire un outil nouveau ou des outils nouveaux ? Une réponse possible : avoir l'objectif de construire un outil nouveau, même si cela passe par des groupes de travail ou des unités à géométrie variable de façon à affirmer le besoin d'une unité structurelle.

La façon d'associer les syndiqués à ce débat et à ce processus est une réelle difficulté, soulignée par plusieurs camarades. Il est essentiel d'éviter, qu'au lendemain du congrès de Lille, une partie des syndiqués aient l'impression de découvrir, par des annonces médiatiques qui déformeraient notre démarche, une démarche qu'ils ont ignorée.

Ce débat nous a amené à revisiter certains de nos mandats. Nous devons le poursuivre, notamment sur les raisons qui fondent notre démarche. Cette notion de démarche est essentielle. Elle ne peut pas se concevoir sans la Cgt, cela ne constitue pas une exclusive.